

L'ADOLESCENT ANGOLAIS EST MENACÉ D'EXPULSION

Les soutiens d'Aluisio frappent à la porte de la députée



La permanence de la députée avait baissé le rideau face aux soutiens du lycéen, car l'équipe de Monica Michel n'aurait pas été prévenue du rassemblement.

/PHOTO VALÉRIE SUAU

La préfecture dit que son intégration dans la société française n'est "pas particulièrement notable ou stable". Pourtant hier soir, à 17 h, plus de deux cents personnes étaient présentes pour défendre le cas d'Aluisio Cunda Quindai devant la permanence de la députée Monica Michel, rue de la République. Mais sans pouvoir rencontrer personne.

"On voulait demander un soutien à la députée, pas plus", indique Lucile Leluc-Venet, famille d'accueil du jeune Angolais de nouveau menacé d'expulsion par décision de la préfecture des Bouches-du-Rhône, qui met en cause son identité (lire notre édition d'hier). Seulement, continue-t-elle, "on nous a appelés à 11 h pour nous dire que le rassemblement devant la permanence n'avait pas été prévu

quand on a pris le rendez-vous samedi dernier, que ça les gênait vu qu'il y allait y avoir la manifestation des gilets jaunes. On reprendra rendez-vous."

C'est donc devant le rideau baissé de la permanence, qu'amis, familles d'accueil, professeurs, connaissances, citoyens outrés par la situation ont écouté l'histoire du jeune homme, rappelée par Alain Leluc-Venet, ému. On pouvait aussi voir dans la foule des élus de la ville d'Arles. Chez tous, la détermination le dispute au dégoût: "Il a toujours eu un comportement exemplaire dans la vie en général, il est toujours là si on a un problème", soutient Lili, une copine du temps du collège. Clotilde, autre amie, ajoute: "C'est quelqu'un de gentil, mais gentil! C'est fou que ça lui arrive à lui." Deux professeurs de troisième, non loin, se

souviennent encore de cet élève exemplaire. Comme Jean-Marie Cassany, principal du collège Ampère, qui parle d'un "adolescent extraordinaire. Il a toutes les qualités. Il n'y a pas plus intégré que lui. Je ne vois pas pourquoi on se priverait de sa présence parmi nous." Au lycée Frédéric Mistral, à Nîmes, où il effectue désormais ses (toujours brillantes) études, il laisse la même impression chez ses amis, ses professeurs, son tuteur de stage.

La préfecture a délivré la semaine dernière une obligation de quitter le territoire à Aluisio. "Il ne peut plus aller à la capoeira, activité qu'il adore. C'est hors du lycée et il a peur de se faire arrêter, déclare Alain Leluc-Venet. Nous nous battons jusqu'à ce que sa véritable identité soit reconnue".

Nicolas PUIG